



HAL
open science

Articuler un “ penser global ” et un “ agir local ” : la territorialisation des “ Community Supported Agriculture ”

Michaël Pouzenc

► **To cite this version:**

Michaël Pouzenc. Articuler un “ penser global ” et un “ agir local ” : la territorialisation des “ Community Supported Agriculture ”. Développement durable et territoires, 2020, Écologisation des pratiques et territorialisation des activités, 11 (1), 10.4000/developpementdurable.16922 . halshs-02869433

HAL Id: halshs-02869433

<https://shs.hal.science/halshs-02869433>

Submitted on 29 Aug 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Développement durable et territoires

Économie, géographie, politique, droit, sociologie

Vol. 11, n°1 | Avril 2020

Écologisation des pratiques et territorialisation des activités

Articuler un « penser global » et un « agir local » : la territorialisation des « Community Supported Agriculture »

To Articulate Global thinking and Local action : the Territorialization of the Community Supported Agriculture

Michaël Pouzenc



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/developpementdurable/16922>

DOI : [10.4000/developpementdurable.16922](https://doi.org/10.4000/developpementdurable.16922)

ISSN : 1772-9971

Éditeur

Association DD&T

Référence électronique

Michaël Pouzenc, « Articuler un « penser global » et un « agir local » : la territorialisation des « Community Supported Agriculture » », *Développement durable et territoires* [En ligne], Vol. 11, n°1 | Avril 2020, mis en ligne le 01 mars 2020, consulté le 15 mai 2020. URL : <http://journals.openedition.org/developpementdurable/16922> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/developpementdurable.16922>

Ce document a été généré automatiquement le 15 mai 2020.



Développement Durable et Territoires est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale 4.0 International.

Articuler un « penser global » et un « agir local » : la territorialisation des « Community Supported Agriculture »

To Articulate Global thinking and Local action : the Territorialization of the Community Supported Agriculture

Michaël Pouzenc

- 1 Qu'il s'agisse de groupes de consommateurs s'approvisionnant directement auprès d'agriculteurs ou, selon les pays, qu'il s'agisse plutôt de producteurs fédérant autour d'eux une communauté de consommateurs, les « Community Supported Agriculture » (CSA) sont des initiatives locales qui se développent partout dans le monde et partagent un même positionnement militant vis-à-vis de grands problèmes de la planète, tels que la « malbouffe », l'exploitation des paysanneries ou la dégradation de l'environnement. Elles articulent ainsi l'espace local à l'espace global, le premier étant conçu comme l'espace des pratiques solidaires vis-à-vis de petits producteurs aux méthodes respectueuses de l'environnement, le second étant conçu comme celui des grands problèmes écologiques et sociaux qui imposent d'agir.
- 2 En ce sens, les CSA constituent une contribution citoyenne à un problème classique d'articulation entre un « penser global » et un « agir local », problème auquel se heurtent bon nombre de réflexions sur les problématiques environnementales et qui se concrétise notamment dans la difficulté à articuler le développement durable et le développement territorial. En effet, au-delà des principes communs à toute notion de développement et de la critique qui peut en être faite, les fondements du développement territorial et du développement durable se différencient nettement (Tableau 1, Pouzenc, 2010). Par exemple dans le contexte français, les racines du développement territorial sont à rechercher dans les mouvements d'acteurs locaux, voire localistes qui, à partir des années 1960 et 1970, recherchent un modèle de développement par le bas, assuré par et pour une population qui saurait s'organiser en

collectifs autogérés, pour permettre à chacun de vivre et travailler au mieux au pays. L'institutionnalisation de cette dynamique fut opérée à partir des années 1980 avec les lois de décentralisation, amenant une formalisation du développement territorial (Landel et Pecqueur, 2016). Le développement durable rejoint quelque peu le développement territorial par l'objectif d'associer les populations aux choix de développement. Mais ses racines sont à rechercher dans un mouvement d'acteurs internationaux ayant pour objectif de « sauver la planète » et misant largement, pour cela, sur une évolution massive des pratiques individuelles (Carson, 1962 ; Godard, 1994).

Tableau 1. Les fondements du développement durable et du développement territorial

| Développement territorial | Développement durable |
|--------------------------------------|---|
| - origines localistes | - origines internationales |
| - vivre au pays | - sauver la planète |
| - acteurs locaux | - ONG, Nations unies |
| - autogestion + projet de territoire | - gestes de chacun + projet de territoire |
| - démocratie participative | - démocratie participative |

- 3 Dans ce tableau où les différences prédominent, il ne semble pas suffisant d'adjoindre des considérations environnementales aux problématiques du développement territorial pour en faire des problématiques de développement durable. Inversement, le développement durable peut difficilement se satisfaire des échelles régionale et locale privilégiées par le développement territorial ; face à des enjeux dont on nous rappelle à l'envi la dimension planétaire, il peine à trouver la combinaison d'actions locales qui aurait un impact international.
- 4 Néanmoins, l'idée de développement territorial et celle de développement durable sont appelées de longue date à s'articuler :

« Tout un ensemble de raisons convergentes militent a priori pour donner progressivement aux territoires une place privilégiée dans les stratégies futures de développement durable. L'affirmation peut paraître surprenante si l'on se souvient que le concept a émergé dans un contexte extrêmement éloigné des préoccupations locales - à propos des risques globaux et des rapports Nord-Sud. Elle peut aussi sembler très décalée par rapport à la situation actuelle marquée par la "déterritorialisation" des économies, la mobilité généralisée des hommes, des informations et des capitaux, et l'effacement relatif des frontières. Et pourtant elle correspond à une réalité très concrète : aujourd'hui, c'est essentiellement à l'échelle des territoires que les problèmes de développement durable sont perçus, et c'est sans doute également là qu'ils peuvent trouver des solutions à la fois équitables et démocratiques » (Theys, 2002 : 2).
- 5 Aussi ces éléments de débat invitent-ils à examiner sur le terrain, par exemple dans le cas des CSA, comment sont reliées les deux notions. En d'autres termes, du local au global, quelle est la territorialisation mise en œuvre par les CSA, entendue comme « l'ensemble des actions, des techniques et des dispositifs d'action et d'information qui façonnent la nature ou le sens d'un environnement matériel pour le conformer à un projet territorial » ? (Debarbieux, 2008 : 86).

- 6 Face à cette question, l'analyse proposée ici est basée sur différentes sources, à commencer par 12 ans d'observation du développement des Amap dans l'ancienne région Midi-Pyrénées (Sud-Ouest français), avec l'appui de différents programmes de recherche¹. Ces observations ont été mises en perspective grâce à :
- une collaboration franco-mexicaine portant sur les Amap en France et les « tianguis orgánicos » au Mexique² ;
 - l'analyse du rapport produit en 2016 par Urgenci sur le développement des CSA en Europe, croisé avec d'autres sources, notamment des sites internet de CSA ou de réseaux de CSA, ainsi que des publications académiques ;
 - une revue de la littérature visant à identifier en quels termes sont étudiées les CSA dans une grande diversité de pays.
- 7 Le croisement de ces sources très différentes présente plusieurs limites. D'une part, les dynamiques observées en Midi-Pyrénées ne sauraient résumer la diversité des dynamiques locales observables dans le contexte d'autres pays ou même d'autres régions de France. La comparaison avec la région Provence-Alpes-Côte d'Azur (Minvielle *et al.*, 2011) ou le Béarn (Arnaud de Sartre *et al.*, 2011) suffit à le montrer (Pouzenc, 2019). D'autre part, la revue de la littérature académique sur les CSA, tout comme l'étude des rapports produits par des mouvements nationaux ou internationaux de CSA, sont forcément lacunaires, et dans tous les cas ne permettent pas d'aboutir à une connaissance approfondie concernant tous les pays du monde. Toutefois, le croisement de ces sources suffit à approcher la territorialisation des CSA, du moins une diversité de modalités de fonctionnement et de mobilisation des échelles géographiques, du local au global.
- 8 Sur ces bases, une première partie montrera plus précisément en quoi consistent les CSA. Nous verrons ensuite que, même si leurs principes de départ les invitent à une relation directe entre l'échelle locale et l'échelle globale, leur développement les conduit à des rapports à l'espace plus complexes, ouvrant des pistes de réflexion sur la place des échelles intermédiaires dans les processus actuels de territorialisation.

1. Les CSA, à la fois phénomène limité et projet de société

- 9 À l'instar des nombreuses démarches individuelles de vente à la ferme ou sur les marchés de plein vent, ou de démarches plus collectives pour organiser des circuits (routes des vins...), des marchés paysans, des paniers de produits, des magasins de producteurs ou des groupements d'achat, les « Community Supported Agriculture » ne constituent qu'une modalité parmi bien d'autres dans le vaste ensemble des circuits courts, c'est-à-dire des modes de commercialisation des produits agricoles qui s'exercent par la vente directe ou par un intermédiaire au maximum entre le producteur et le consommateur (ministère français de l'Agriculture, 2009). CSA est le terme américain, l'équivalent en France est l'Amap, Association pour le maintien d'une agriculture paysanne.
- 10 Par rapport à l'ensemble de l'approvisionnement alimentaire des ménages, les CSA apparaissent comme un phénomène encore plus limité. Pour prendre le cas des Amap en France, elles fournissent en 2015 une partie de l'alimentation d'environ

250 000 personnes³, soit en moyenne 1 habitant sur 250, la situation étant très variable d'une région à l'autre.

- 11 Pourtant, les CSA sont particulièrement étudiées, ne serait-ce qu'au vu des publications académiques qui les concernent sur tous les continents (Tableau 2). L'explication tient tout d'abord à un engouement pour les circuits courts en général, dont le développement est foisonnant dans les années 2000 et 2010. Ces décennies voient la réinvention des relations de proximité entre agriculteurs et consommateurs. Le regain d'intérêt pour les marchés de plein vent, tout comme la multiplication des marchés et boutiques de producteurs, se doublent de nouvelles formules de vente directe ou semi-directe, souvent avec l'appui d'internet, notamment pour la livraison de paniers de produits divers et variés. Dans ce mouvement, les CSA correspondent à l'un des ensembles les plus nouveaux, depuis les Teikei, précurseurs développés au Japon à partir des années 1970, les CSA développées aux États-Unis et au Canada à partir des années 1980, jusqu'aux Amap créées en France au début des années 2000 (Lagane, 2011).

Tableau 2. Quelques exemples de publications académiques sur les CSA

| | |
|------------|---|
| Allemagne | Wellner M., Theuvsen L., 2016, Community Supported Agriculture (CSA): eine vergleichende Analyse für Deutschland und Österreich |
| Autriche | |
| Belgique | Sureau S., 2014, Entre <i>food miles</i> et circuits courts : essai de comparaison des circuits de distribution du bio en Belgique à partir d'une analyse de cycle de vie de légumes wallons du champ à l'étal |
| Canada | Philibert V., 2006, L'agriculture soutenue par la communauté et le développement des communautés rurales en milieux périurbain : le cas de Montréal |
| Chine | Shi Y., Cheng C., Lei P., Wen T., Merrifield C., 2011, Safe food, green food, good food : Chinese Community Supported Agriculture and the rising middle class |
| États-Unis | Kolodinsky J.M., Pelch L.L., 2008, Factors Influencing the Decision to Join a Community Supported Agriculture (CSA) Farm |
| France | Blanc J., 2012, Construire l'alternative agro-alimentaire : Ressorts sociaux et politiques du déploiement des AMAP en Île-de-France |
| Hongrie | Balázs B., Pataki G., Lazányi O., 2016, Prospects for the future : Community supported agriculture in Hungary |
| Italie | Gianni Cicia G., Colantuoni F., Del Giudice T et Pascucci S., 2011, Community Supported Agriculture in the Urban Fringe : Empirical Evidence for Project Feasibility in the Metropolitan Area of Naples (Italy) |
| Japon | Amemiya H. (coord.), 2011, Du Teikei aux Amap. Le renouveau de la vente directe de produits fermiers locaux |
| Mexique | González A.A. et Ronald Nigh R.B., 2005, Smallholder participation and certification of organic farm products in Mexico |
| Norvège | Rømo Grande E., 2009, « Eating is an agricultural act », Community Supported Agriculture (CSA) in Norway |
| Pologne | Ertmańska K., 2015, Community Supported Agriculture (CSA) as a form of sustainable consumption |

| | |
|-------------|--|
| Royaume-Uni | Charles L., 2014, Animating community supported agriculture in North East England : Striving for a “caring practice” |
| Suisse | Porcher N., 2011, L’agriculture contractuelle de proximité en Suisse romande |
| Togo | Zinsou-Klassou K., 2016, Amap-Togo : du producteur au consommateur, un pas vers le commerce équitable et la sécurité alimentaire durable |

- 12 Au-delà de leur caractère récent, les CSA correspondent à la forme de circuit court la plus forte d’engagements pour les consommateurs et les producteurs. Des abonnements de 6 à 12 mois sont souscrits par les consommateurs, par exemple pour recevoir chaque semaine un panier de légumes, avec un paiement d’avance en début de saison, ce qui assure une trésorerie au producteur. Celui-ci, par exemple dans le cas du maraîchage, s’engage dans un système de polyculture très varié pour apporter aux consommateurs la diversité des légumes qu’ils attendent. Les consommateurs sont solidaires entre eux et avec le producteur : au moins sur le principe, la récolte hebdomadaire est partagée à parts égales... qu’elle soit bonne ou mauvaise. Un appui ponctuel est parfois apporté au producteur dans son travail, par exemple pour la récolte des pommes de terre ou pour réparer une serre détériorée par une tempête. Producteurs et consommateurs s’engagent également à vérifier et discuter ensemble la qualité des pratiques de production, qu’il s’agisse de production bio ou tendant vers le bio. Ces modalités, détaillées dans des entretiens auprès de producteurs et d’adhérents à différentes Amap de Midi-Pyrénées, rejoignent largement celles mentionnées pour d’autres pays (par exemple Philibert (2006) pour le Canada ou Zinsou-Klassou (2016) pour le Togo).
- 13 En ces termes, même de manière très modeste, les CSA contiennent une forme de projet de société. En défendant une certaine conception des rapports aux agriculteurs, à la production agricole, à la nature et à l’espace local, il s’agit plus largement pour chaque adhérent, au sein de son collectif, de se construire un rapport à l’espace agricole. En ce sens, les CSA participent à une construction de ruralité propre à la société actuelle (Pouzenc, 2018). Dans leurs principes, elles participent également à l’articulation d’une mobilisation locale avec des préoccupations sociétales et environnementales globales.

2. Les principes de départ : penser global, agir local

- 14 La multiplication des CSA et de leurs variantes s’observe dans le monde entier, à partir de préoccupations tout à fait convergentes. Les sites internet de CSA ou de réseaux de CSA de différents pays, tout comme les publications académiques, mentionnent ces préoccupations en des termes tout à fait similaires à ceux mobilisés sur les sites internet, les lettres d’information ou les entretiens effectués dans les Amap de Midi-Pyrénées. Apparaît ainsi une forme d’idéologie globale des CSA, principalement autour de trois thèmes.
- 15 D’une part, ces initiatives visent à défendre une alimentation saine et les consommateurs impliqués tendent à se réapproprier le travail de qualification des produits alimentaires, alors que ce travail est généralement délégué aux pouvoirs publics et aux acteurs des filières agro-alimentaires (Dubuisson-Quellier, 2004 ; Lamine, 2008). La qualité de l’alimentation est associée à l’écologie et à un ancrage dans une communauté locale (Feagan, 2007 : 28).

- 16 D'autre part, ces initiatives veulent contribuer au maintien de l'agriculture paysanne (Mundler, 2006). Pour les producteurs impliqués, la sociabilité avec les consommateurs permet de renouer avec leur confiance et de revaloriser le métier de paysan (Vincq et Mondy, 2010). La dimension collective de ces réseaux contribuerait à faciliter la recherche de débouchés et à garantir au producteur un revenu plus stable. L'organisation de ces collectifs conditionne fortement les conditions de rentabilité et de maintien de ces formes de production (Olivier et Coquart, 2010).
- 17 Enfin, tous les acteurs concernés s'inscrivent dans un mouvement de fond en faveur de la relocalisation de l'économie, qu'il s'agisse d'une réaction à la mondialisation ou qu'il s'agisse de sortir des schémas classiques de filière et de redécouvrir le territoire comme un lieu pertinent d'organisation de l'action collective (*Transrural Initiatives* n° 359, 2008).
- 18 Pour ces groupes, dans les discussions informelles au moment de la distribution des produits ou des visites à la ferme, dans les tribunes ou les documents de référence publiés sur leurs sites internet, voire dans les débats publics qu'ils organisent parfois, par exemple suite à la projection d'un film, l'activité locale des CSA est très régulièrement reliée à des préoccupations sociales et environnementales planétaires. On se sent citoyen du monde en partageant l'idée qu'une voie efficace consiste à agir localement et à œuvrer au maximum pour la relocalisation de l'économie.
- 19 Pour autant, ces revalorisations du local ne se limitent pas à un localisme, un repli sur soi rejetant la mondialisation. Les réflexions sur les circuits courts s'appuient largement sur le partage d'expériences à l'échelle internationale. Une mission au Mexique pour étudier une forme de CSA, les « tianguis orgánicos », en donne un exemple parmi bien d'autres. Dans une région où habitent des communautés amérindiennes relativement isolées, un producteur enquêté nous parle d'une expérimentation : suite à des échanges via internet entre membres de CSA, on teste au Chiapas la culture d'un champignon japonais qui peut constituer une source de protéines très intéressante, dans cette région où l'alimentation tend à manquer de protéines.

Figure 1. Cultiver des champignons japonais dans les montagnes du Chiapas, au Mexique



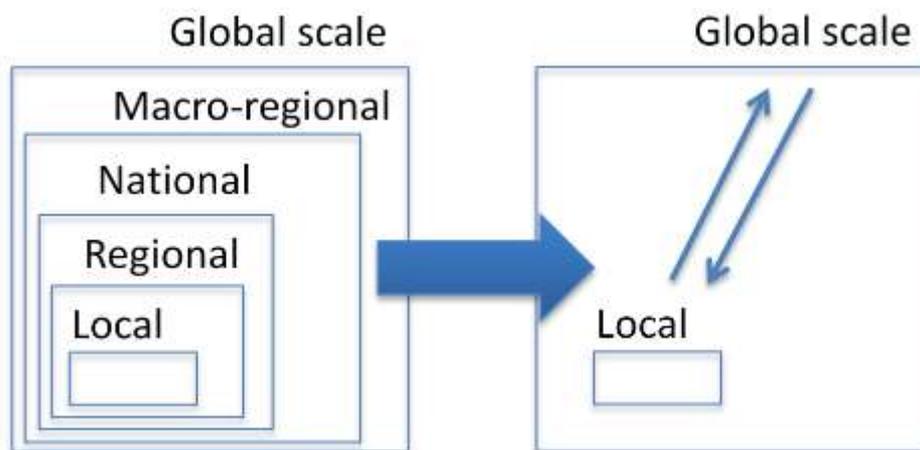
Photo : M. Pouzenc

- 20 Les CSA mobilisent des formulations des problématiques agricoles, tout comme des conceptions de l'économie, du rapport à la nature ou de l'autonomie de la personne qui se diffusent de manière très globalisée. Tout en s'affichant comme un mouvement alternatif, les CSA s'inscrivent pleinement dans l'idéologie globale du développement durable qui reprend régulièrement, depuis 1972, la formule de René Dubos « *penser global, agir local*⁴ ».
- 21 Ces réflexions font fi des frontières régionales, nationales ou supra-nationales. Elles peuvent même y être plutôt hostiles, comme le montrent les cas des Amap en France et des « tianguis orgánicos » au Mexique. D'une part ces groupes sont très largement dans une situation de défiance vis-à-vis des pouvoirs publics et de leurs territoires d'intervention. Ainsi, dans l'objectif de préserver l'indépendance du mouvement, les possibilités, voire les propositions d'appui des pouvoirs publics ont généralement été écartées par les Amap de Midi-Pyrénées, et ce positionnement se retrouve chez des Amap d'autres régions. Pour la distribution de leurs produits, une partie des « tianguis orgánicos » préfèrent louer un espace privé ou obtenir l'accord d'une école d'agronomie plutôt qu'investir un espace public (place ou square) soumis au bon vouloir des pouvoirs publics locaux.
- 22 D'autre part, les tentatives de centralisation de leur mouvement, par exemple de mise en place d'organisations nationales, ont été suspectées de vouloir surplomber les organisations locales, de les déposséder de leur autonomie et de leur capacité d'initiative. Les débats en ces termes ont été vifs au moment de créer le réseau mexicain des « tianguis orgánicos » (« Red Mexicana de Mercados y Tianguis Orgánicos ») en 2004. En France, la proposition d'établir une organisation nationale des Amap, durant la deuxième moitié des années 2000, a été écartée au profit d'un

mouvement inter-régional des Amap (Miramap) créé en 2010, laissant toute latitude aux associations et réseaux locaux.

- 23 Ainsi, en valorisant les groupes locaux, leur indépendance, leur lien direct avec des producteurs situés à proximité, tout en s'inscrivant dans des débats à visée universelle concernant une alimentation saine, le maintien d'une agriculture paysanne et le respect de l'environnement, les CSA tendent à construire un rapport à l'espace qui s'affranchit de la conception classique en emboîtements d'échelles pour passer à une relation local-global beaucoup plus directe (Figure 2), s'inscrivant dans le droit fil des analyses de Paul Claval (2003) : « *Le local a cessé d'être protégé du global par les instances nationales ou régionales : il est désormais en prise directe avec lui.* » En ce sens, les CSA illustrent une approche relationnelle du rapport à l'espace, telle que proposée par exemple par Doreen Massey (1994) : « *If one moves in from the satellite towards the globe, holding all those networks of social relations and movements and communications in one's head, then each "place" can be seen as articulated moments in networks of social relations and understandings, but where a larger proportion of those relations, experiences and understandings are constructed on a far larger scale that we happen to define for that moment as the place itself, whether that be a street, or a region or even a continent.* »

Figure 2. La géographie des CSA : une relation directe du local au global ?



- 24 Dans la pratique toutefois, le développement des CSA appelle des observations plus nuancées.

3. La mise en œuvre des CSA : le retour des espaces intermédiaires

- 25 Avec un développement vigoureux⁵, le mouvement des CSA a rapidement senti le besoin de se structurer, par exemple grâce à un réseau international de promotion des CSA dénommé Urgenci. Ce réseau a été fondé en 2004 à Aubagne, dans le sud de la France, dans la région où la première CSA française avait été créée trois ans plus tôt. Son site internet est entièrement disponible en anglais, mais le sigle Urgenci n'a de sens qu'en français : « *Urbain-Rural : Générer des Échanges Nouveaux entre Citoyens* » (Figure 3)

- 26 Urgenci organise régulièrement des symposiums internationaux, depuis celui d'Aubagne (France) en 2004, puis Palmela (Portugal) en 2005, Aubagne à nouveau en 2008, Kobé (Japon) en 2010, Monterey (États-Unis) en 2013, Pékin (Chine) en 2015 et Thessalonique (Grèce) en 2018. La visée mondiale Urgenci apparaît également dans son panorama, régulièrement enrichi, des CSA du monde entier. Mais ne serait-ce que pour organiser la présentation de ces informations, Urgenci s'appuie sur des découpages géographiques : Afrique, Asie, Moyen- Orient, Amérique du Nord, Amérique latine, Europe.
- 27 Au-delà d'une échelle de présentation des informations, l'Europe est également un espace de concertation. Urgenci a organisé plusieurs rencontres européennes (Milan (Italie) en 2012, Villarceaux (France) en 2014, Ostrava (République tchèque) en 2016, Thessalonique (Grèce) en 2018) et a conduit une démarche participative durant un an et demi dans une quinzaine de pays pour aboutir à une déclaration européenne, qui correspond principalement à une définition commune des CSA.

Figure 3. Le site internet d'Urgenci

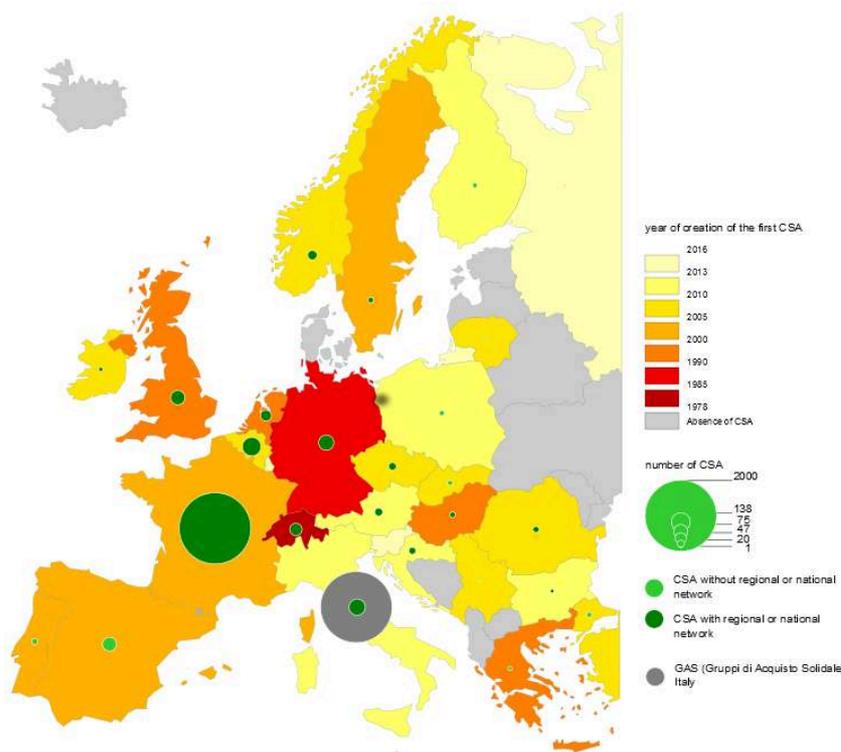


Consulté le 25.03.2018

- 28 L'Europe est également un espace pris en compte en raison des politiques européennes. D'une part, les circuits courts sont parfois mentionnés dans les négociations sur la politique agricole commune. Les réseaux de CSA y sont très attentifs et relaient largement les prises de position sur leurs sites internet. D'autre part, de 2012 à 2014, des fonds européens ont été mobilisés pour échanger sur des expériences de souveraineté alimentaire impliquant notamment des CSA. Les pays concernés ont été la France, l'Italie, la Belgique et la Croatie.
- 29 L'Europe apparaît également comme un espace d'analyse. En 2016, Urgenci a produit un rapport sur le développement des CSA en Europe, prenant en compte 22 pays. Ce rapport constitue la principale source pour cerner le développement des CSA européennes à l'heure actuelle. Un croisement avec d'autres sources, notamment des sites internet de CSA ou de réseaux de CSA, ainsi que des publications académiques, permet d'aboutir à un portrait légèrement plus complet (Figure 4).

- 30 Le phénomène touche ainsi toute l'Europe, mais avec des différences très marquées d'un pays à l'autre, qu'il s'agisse de l'ancienneté du phénomène ou de sa vitesse de développement. La Suisse apparaît ainsi pionnière avec une première forme de CSA créée en 1978, alors qu'il faut attendre 2014 pour voir émerger la première CSA en Russie ou 2015 pour le Liechtenstein. En Allemagne, les CSA existent depuis 1988, mais ne sont qu'une petite centaine de nos jours, alors que leur développement en France a été beaucoup plus tardif (la première Amap a été créée en 2001), mais beaucoup plus spectaculaire (le pays compte 2 000 Amap en 2016). L'Italie compte 2 000 Gruppi di acquisto solidale... mais une minorité concerne les achats alimentaires ; ils seraient une centaine dans ce cas selon les estimations d'Urgenci. Au Portugal, des Amap coexistent avec des *Reciprocos*, autre forme de CSA au développement prometteur durant les années 2000 qui semble s'essouffler aujourd'hui.

Figure 4. Les CSA en Europe en 2017



Sources : Urgenci – Overview of CSA in Europe 2016 websites of CSA and their networks

- 31 Ces différences reflètent très largement les trajectoires historiques nationales en matière d'agriculture, de mouvements sociaux, de mobilisations citoyennes et écologiques... de même que la prise en compte politique du développement des circuits courts, les dispositifs de régulation ou d'accompagnement adoptés par les pouvoirs publics étant très différents d'un pays à l'autre. Les rédacteurs du rapport d'Urgenci ne s'y sont pas trompés et commencent le portrait des CSA dans chaque pays par une présentation de son contexte agricole. Nous pouvons supposer en outre que le développement particulièrement fort des Amap en France et des Gruppi di acquisto solidale en Italie sont en rapport avec la force des mouvements alternatifs dans ces

pays, combinée à une sensibilité particulière à l'alimentation et aux racines paysannes de la société (Hervieu *et al.*, 2010 ; Sinischalchi, 2014).

- 32 La variabilité du phénomène se retrouve également dans la répartition spatiale des initiatives, impulsées par des groupes essentiellement urbains en Norvège, portées par des groupes urbains, mais aussi périurbains et ruraux en France. S'y ajoutent de grandes différences dans la structuration du mouvement : les échanges entre CSA sont informels dans des pays comme la Croatie ou la Finlande alors qu'ils sont structurés en organisations nationales au Royaume-Uni ou en Bulgarie.
- 33 Enfin, chaque pays a son sigle pour désigner sa propre déclinaison du CSA. Les mots ont leur importance, car ils ne mettent pas forcément l'accent sur les mêmes enjeux. L'appellation CSA ressort régulièrement, mais il en va différemment en Allemagne, en France, en Italie, en Suisse romande, en Suisse italienne...

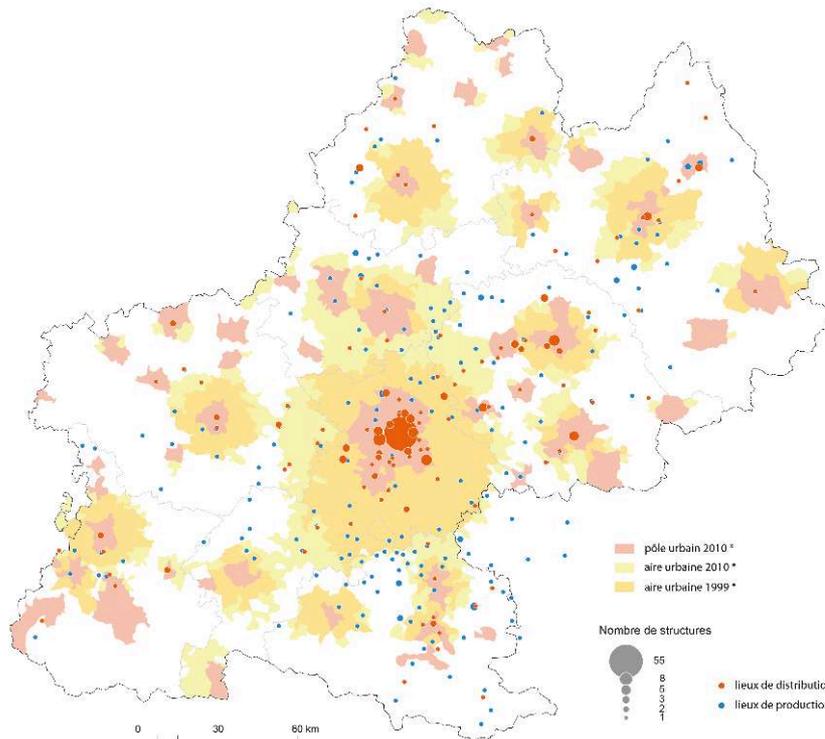
Tableau 3. Les pays européens dotés de réseaux de CSA en 2017

| | Nom usuel des CSA | Organisation du réseau |
|--------------------|--|--|
| Allemagne | Solidarische-landwirtschaft | réseau national + groupes régionaux |
| Belgique | Gasap (Groupes d'achats solidaires de l'agriculture paysanne), CSA, Amap | réseaux régionaux : réseau Gasap (province de Bruxelles), CSA Netwerk (Flandres) |
| Bulgarie | СЪПРИЧАСТНО ЗЕМЕДЕЛИЕ (Solidarity agriculture) | réseau national |
| France | Amap (Association pour le maintien d'une agriculture paysanne) | réseau inter-régional |
| Hongrie | CSA | réseau national |
| Irlande | CSA | réseau national |
| Italie | GAS (Gruppo di acquisto solidale) | réseau national |
| Norvège | CSA | réseau national |
| République tchèque | Místních potravinových iniciativ (Local Food Initiatives) | réseau national |
| Royaume-Uni | CSA | réseau national |
| Suède | CSA | réseau national |
| Suisse | ACP (Agriculture contractuelle de proximité) | réseaux régionaux : FRACP, RVL, Conprobio |

- 34 Une structuration infranationale apparaît ici, dans les noms choisis et/ou dans l'organisation des réseaux de CSA, pour des pays comme la Belgique, la Suisse, l'Allemagne ou la France.
- 35 Des structururations infrarégionales très variables sont également repérables, par exemple d'un département à l'autre dans le cas français : dans le cas de l'ancienne région Midi-Pyrénées, les CSA sont inexistantes dans les Hautes-Pyrénées alors qu'elles sont très présentes et structurées en réseau départemental dans le Tarn (Figure 5). Ces variations d'un département à l'autre tiennent à des différences de types d'agriculture,

de structuration du tissu urbain au sein de l'espace rural, de concurrence plus ou moins forte d'autres types de circuits courts. Elles tiennent plus encore à des dynamiques différentes au sein des milieux associatifs (Pouzenc, 2019).

Figure 5. Les Amap en 2014 en Midi-Pyrénées : positionnement vis-à-vis des aires urbaines



* Selon les définitions en vigueur à cette date-là

Réalisation : Atelier de cartographie UT2J - 2014

Sources : inventaire en 2014 à partir des sites internet du réseau régional des AMAP (<http://reseau-amap.org/amap.php>), du réseau départemental des AMAP du Tarn (www.reseauamaptarn.fr), d'Avenir bio (www.avenir-bio.fr) + recherches internet pour actualiser les inventaires antérieurs, en prolongement de l'étude « AMAP-PVC »

- 36 Ainsi, nombreuses sont les tentatives d'organisations départementales, interrégionales, nationales, voire européennes, qui reprennent à leur compte les découpages institutionnels préétablis.

4. Une territorialisation multiscale

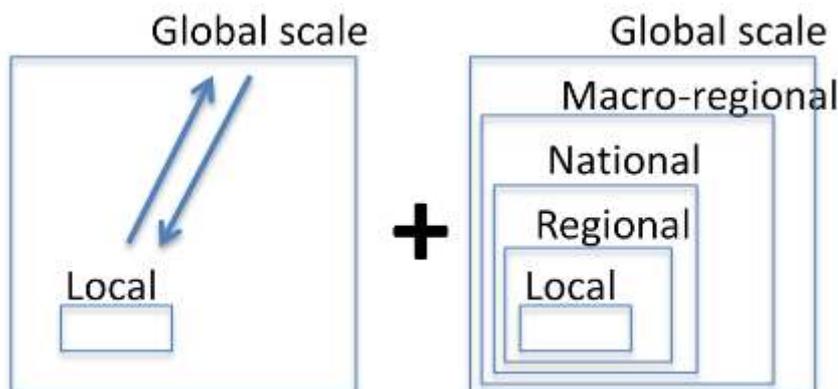
- 37 Les points précédents font ressortir que, même dans le cas d'un mouvement social récent qui entend agir localement face à de grands problèmes définis comme planétaires, le rapport à l'espace qui se développe n'est pas autonome des jeux d'échelle. Au contraire, sa structuration multiscale s'affirme avec la maturation du mouvement.
- 38 Ces observations rappellent certains débats de géographie économique au sujet de la mondialisation et de la globalisation. Pour les résumer à grands traits, dans les années 1980 et 1990, avec des coûts de transport devenus négligeables et l'essor des technologies de l'information et de la communication, était annoncée l'abolition des distances (Virilio, 1984) et l'enjeu de connexions directes du local au global (Claval,

2003). Puis, à partir du milieu des années 1990 a été souligné un retour des territoires, avec des firmes en recherche d'ancrage local, d'avantages comparatifs, de ressources spécifiques... Outre les districts industriels, les systèmes productifs locaux, les systèmes agroalimentaires localisés ou les milieux innovateurs (Pecqueur, 2006), sont prises en compte également les firmes qui recomposent leurs jeux d'échelle, leurs stratégies de délocalisation et relocalisation pour minimiser les risques et assurer une présence fine sur les marchés.

- 39 Or, ces analyses ne contribuent pas vraiment à une meilleure compréhension du mouvement étudié ici. Le rapport des CSA à leurs espaces ne découle pas du tout des raisons habituellement évoquées lorsqu'il est question du retour des territoires dans la mondialisation. Il ne s'agit pas de raisons géopolitiques de découpages territoriaux pour réinventer des aires de régulation efficaces. Il ne s'agit pas non plus de raisons géoéconomiques de stratégies de firmes, de recherche d'avantages comparatifs ou de ressources spécifiques.
- 40 Les points précédents permettent de voir que ce rapport à l'espace qui joue à la fois sur la relation directe du local au global et sur l'emboîtement des échelles, dans le cas des CSA, tient plutôt à une inertie des trajectoires historiques. Par exemple, les histoires agricoles sont très largement des histoires nationales qui expliquent qu'aujourd'hui encore les réflexions menées au sein des CSA sont dépendantes des contextes nationaux.
- 41 Ce rapport à l'espace tient aussi à des raisons pratiques. Lorsqu'on veut donner de l'ampleur à un mouvement social, on s'appuie sur une proximité spatiale avec ses voisins, lorsqu'on veut légitimer un mouvement social, on l'inscrit dans des territoires facilement visibles et reconnus, les plus visibles et reconnus étant les territoires institutionnels.
- 42 À ces raisons pratiques viennent parfois s'ajouter des mécanismes identitaires. Nous pouvons reprendre l'exemple du département du Tarn, qui globalement n'a pas une identité territoriale particulièrement marquée, mais dans lequel les Amap échangent beaucoup entre elles, se sont très vite structurées en réseau départemental qui s'est positionné comme autonome, voire dissident du réseau régional et qui s'investit dans le mouvement interrégional. Une certaine fierté apparaît dans ce réseau tarnais qui affirme sa différence vis-à-vis du réseau régional porté principalement par les Amap de Toulouse.
- 43 Ce rapport à l'espace tient aussi, tout simplement, à des raisons cognitives. Ne serait-ce que pour organiser les informations dont on dispose, le réflexe est de recourir à un cadre de pensée des plus classiques pour concevoir le monde. On présente les informations par continent et par pays, on recourt au cadre classique des emboîtements d'échelles.
- 44 Ces éléments complètent les conclusions de Cynthia Ghorra-Gobin et Magali Reghezza-Zitt (2016 : 272) : « *L'approche par les territoires est en effet une façon [...] de saisir le Monde mondialisé et globalisé dans lequel nous évoluons désormais. Elle ne donne évidemment pas une vision exhaustive du couple "local-global". En particulier, la question de la transcalarité, qui apparaît dans la notion de "glocal", ou celle de la connectivité et du relationnel, qui est présente dans l'idée de multi-localisation des acteurs globaux ou de multi-localité des individus, invitent à ne pas réduire le couple local/global à un simple problème d'échelle géographique, mais à interroger la spatialité singulière de ces nouveaux objets.* » Or, le mouvement des CSA permet de voir qu'il existe bien, par certains aspects, une relation du local au global par

proximité connective et relationnelle. Surtout, il permet de voir que cette relation ne se situe pas à la place ou à côté d'un rapport à l'espace selon un emboîtement d'échelles, mais en interaction avec lui. Et cette interaction s'opère selon des combinaisons entre proximité géographique et proximité organisée qui sont très variables, très plastiques, d'un groupe à l'autre, d'un adhérent à l'autre.

Figure 6. Un rapport à l'espace associant emboîtement d'échelles et relation directe du local au global



- 45 Ces éléments donnent à réfléchir également sur le devenir des territoires, entre autres le devenir du territoire européen. Pour les spécialistes en relations internationales, la dynamique de l'Union européenne n'est pas celle d'un État fédéral en formation, mais celle d'une organisation de coopération complexe, qui rassemble des États et des sociétés voisins par le développement d'organisations régionales en cercles concentriques, selon des dynamiques qui se retrouvent sur les autres continents (Telò, 2016). Le mouvement des CSA complète « depuis le bas » ces réflexions : face aux critiques sur la faiblesse de la construction européenne, face à la grande indifférence supposée des citoyens vis-à-vis de l'Europe, les CSA portent une certaine idée d'Europe, une Europe au sens large, au-delà des frontières de l'Union européenne.

Conclusion

- 46 Le croisement de différentes sources concernant les « Community Supported Agriculture » a permis d'éclairer l'un des aspects de la convergence supposée entre l'écologisation des pratiques et la territorialisation des activités : le jeu d'échelles géographiques qu'implique cette convergence. En valorisant les pratiques solidaires de groupes locaux indépendants tout en s'inscrivant dans des débats globaux concernant une alimentation saine, le maintien d'une agriculture paysanne et le respect de l'environnement, les CSA tendent à articuler directement l'espace local à l'espace global. Pour autant, les CSA ne se limitent pas à l'association d'un espace local de la pratique à un espace global du débat de société. La maturation de leur mouvement les amène à mobiliser les emboîtements d'échelles courants (local, régional, national, macro-régional, global), pour des raisons historiques, pratiques, identitaires et cognitives.
- 47 Les CSA développent ainsi, par certains aspects, une relation directe du local au global par proximité connective et relationnelle, mais *en interaction* et non pas à la place ou à

côté d'un rapport à l'espace selon un emboîtement d'échelles. L'enjeu de cette interaction apparaît dans les tensions observées au moment d'instaurer des structurations régionales ou nationales, ou plus largement dans la vigilance apportée à l'indépendance des groupes locaux : l'objectif d'un rapport à l'espace selon un emboîtement d'échelles est qu'il serve, et non asservisse, les groupes locaux dans leur contribution face à des défis globaux.

- 48 Ainsi, dans la lignée de ce qu'écrivait Bertil Sylvander (2007) sur l'intérêt d'étudier les signaux faibles, il apparaît que les CSA correspondent à un phénomène d'ampleur limitée, mais donnent à réfléchir sur bien des questions qui traversent l'ensemble de la société aujourd'hui.

BIBLIOGRAPHIE

Amemiya H. (coord.), 2011, *Du Teikei aux Amap. Le renouveau de la vente directe de produits fermiers locaux*, Rennes, PUR, coll. « Économie et société ».

Annuaire national des Amap, <http://reseau-amap.org/>.

Arnaud de Sartre X., Douence H., Mercier C.-E., 2011, « Choisir et redéfinir le local. L'exemple d'un type de filières courtes : les Amap en Béarn », in Traversac J.-B. (coord.), *Circuits courts : contribution au développement régional*, Paris, Educagri Éditions, p. 100-114.

Avenir bio, le site du consommer autrement, www.avenir-bio.fr.

Balázs B., Pataki G., Lazányi O., 2016, « Prospects for the future : Community supported agriculture in Hungary », *Futures*, p. 100-111.

Bitoun P., 2011, « Qui sont les consommateurs-citoyens des Amap ? », Ivry, INRA.

Blanc J., 2012, « Construire l'alternative agro-alimentaire : ressorts sociaux et politiques du déploiement des Amap en Île-de-France », *Noréis*, n° 224, p. 21-34., DOI : <https://doi.org/10.4000/noréis.4256>.

Carson R., 2002 (1962), *Silent Spring*, New York, Mariner Books Edition, 299 p.

Charles L., 2014, « Animating community supported agriculture in North East England : Striving for a "caring practice" », *Journal of Rural Studies*, n° 4, p. 362-371.

Chiffolleau Y., Benoît Prevost B., 2012, « Les circuits courts, des innovations sociales pour une alimentation durable dans les territoires », *Noréis*, n° 224, p. 7-20. DOI : <https://doi.org/10.4000/noréis.4245>.

Claval P., 2003, *La géographie du XXI^e siècle*, Paris, L'Harmattan.

CSA Network Ireland, <http://www.communitysupportedagriculture.ie/>.

CSA Network UK, <https://communitysupportedagriculture.org.uk/>.

Debarbieux B., 2008, « Territoire-Territorialité-Territorialisation : aujourd'hui encore, et bien moins que demain... », in Vanier M. (dir.), *Territoires, territorialité, territorialisation, Controverses et perspectives*, Rennes, PUR, p. 75-89.

- Dubuisson-Quellier S., 2004, « Faire le marché autrement : l'abonnement à un panier de fruits et légumes comme forme d'engagement politique des consommateurs », *Sciences de la société*, n° 62, Toulouse, PUM, p. 145-167.
- Ertmańska K., 2015, « Community Supported Agriculture (CSA) as a form of sustainable consumption », *Acta Scientiarum Polonorum, Oeconomia*, n° 14, p. 51-59.
- Feagan R., 2007, « The place of food : mapping out the “local” in local food systems », *Progress in Human Geography*, n° 1, p. 23-42.
- Fédération romande d'agriculture contractuelle de proximité, www.fracp.ch/accueil/.
- Ghorra-Gobin C., Reghezza-Zitt M. (coord.), 2016, *Entre local et global, les territoires dans la mondialisation*, Paris, Le Manuscrit.
- Gianni Cicia G., Colantuoni F., Del Giudice T., Pascucci S., 2011, « Community Supported Agriculture in the Urban Fringe : Empirical Evidence for Project Feasibility in the Metropolitan Area of Naples (Italy) », *International Journal on Food System Dynamics*, n° 3, p. 326-339.
- Godard O., 1994, « Le développement durable : paysage intellectuel », *Natures Sciences Sociétés*, n° 2, p. 309-322.
- González A. A., Ronald Nigh R. B., 2005, « Smallholder participation and certification of organic farm products in Mexico », *Journal of Rural Studies*, n° 21, p. 449-460.
- Groupes d'achats solidaires de l'agriculture paysanne, <https://gasap.be/>.
- Gruppi di acquisto solidale, <http://www.economiasolidale.net/>.
- Hervieu B., Mayer N., Muller P., Purseigle P., Rémy J. (dir.), 2010, *Les mondes agricoles en politique. De la fin des paysans au retour de la question agricole*, Paris, Presses de Sciences Po, 456 p.
- Houdart M., Loudiyi S., Gueringer A., 2012, « L'adaptation des agriculteurs au contexte périurbain », *Noréis*, n° 224, p. 35-47, DOI : <https://doi.org/10.4000/norois.4265>.
- Kolodinsky J.-M., Pelch L.-L., 2008, « Factors Influencing the Decision to Join a Community Supported Agriculture (CSA) Farm », *Journal of Sustainable Agriculture*, n° 2-3, p. 129-141.
- Lagane J., 2011, « Du teikei à l'Amap, un modèle acculturé », *Développement durable & territoires*, vol. 2, n° 2, DOI : <https://doi.org/10.4000/developpementdurable.9013>.
- Lamine Cl., 2008, *Les Amap, un nouveau pacte entre producteurs et consommateurs ?*, Paris, Éditions Yves Michel.
- Landel P.-A., Pecqueur B., 2016, « Le développement territorial : une voie innovante pour les collectivités locales ? », in Carrière J.-P., Hamdouch A., Iatu C., *Développement durable des territoires*, Paris, Economica-Anthropos, p. 31-45.
- Massey D., 1994, « A Global Sense of Place », in Massey D., *Space, Place and Gender*, Minneapolis, University of Minnesota Press, http://www.urbanlab.org/articles/Massey%20global_sense_place.pdf.
- Minvielle P., Consalès J.-N., Daligaux J., 2011, « Région PACA : le système Amap, l'émergence d'un Syal métropolitain », *Économie rurale*, n° 322, p. 50-63, DOI : <https://doi.org/10.4000/economierurale.2996>.
- Místních potravinových iniciativ, <http://asociaceampi.cz/ampi-english>.
- Mouvement inter-régional des Amap, <http://miramap.org>.
- Mundler P. (dir.), 2006, *Fonctionnement et reproductibilité des AMAP en Rhône-Alpes*, Lyon, Isara, 67 p.

- Olivier V., Coquart D., 2010, « Les Amap : une alternative socio-économique pour des petits producteurs locaux ? », *Économie rurale*, n° 318-319, p. 20-36, DOI : <https://doi.org/10.4000/economierurale.2793>.
- Olivier-Salvagnac V., Pouzenc M., Pilleboue J., 2011, « Amap et Points de vente collectifs de producteurs : questions sur leur essor en Midi-Pyrénées », in Traversac J.-B. (coord.), *Circuits courts : contribution au développement régional*, Paris, Éducagri Éditions, p. 115-126.
- Pecqueur B., 2006, « Le tournant territorial de l'économie globale », *Espaces et sociétés*, n° 1, p. 17-32, <https://www.cairn.info/revue-espaces-et-societes-2006-1-page-17.htm?contenu=article>.
- Philibert V., 2006, « L'agriculture soutenue par la communauté et le développement des communautés rurales en milieux périurbain : le cas de Montréal », mémoire de master en géographie, université de Montréal, 193 p.
- Porcher N., 2011, « L'agriculture contractuelle de proximité en Suisse romande », mémoire de master, IAM Montpellier, 87 p.
- Pouzenc M. (dir.), Bühler E.-A., Coquart D., Fontorbes J.-P., Girou S., Mondy B., Olivier V., Pilleboue J., Vincq J.-L., 2008, « *Les relations de proximité agriculteurs-consommateurs : Points de vente collectifs et Amap en Midi-Pyrénées* », rapport d'étude, appel d'offres SHS du conseil régional Midi-Pyrénées, Toulouse.
- Pouzenc M., 2010, « Pas de développement durable sans développement territorial ? Quelques réflexions à partir des commerces du Pays de Pamiers (département de l'Ariège) », in Gasnier A. (dir.), *Commerce et ville ou commerce sans la ville ?*, Rennes, PUR, coll. « Espace et territoires », p. 141-156.
- Pouzenc M., 2016, « Introduction : Les circuits courts contre la société de consommation... tout contre », in Desse R.-P., Lestrade S. (dir.), *Mutations de l'espace marchand*, Rennes, PUR, coll. « Espace et territoires », p. 89-92.
- Pouzenc M., 2018, *Commerce et ruralité. La « renaissance rurale » d'un siècle à l'autre ?*, Toulouse, PUM, coll. « Ruralités Nord-Sud ».
- Pouzenc M., 2019, *Portrait des circuits courts 2001-2018 en Midi-Pyrénées*, LISST – Dynamiques rurales, note de recherche, Toulouse, 15 p., <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-01980965v2/document>.
- Red Mexicana de Tianguis y Mercados Orgánicos, <https://redcomidasanaycercana.codigosur.net/article/red-mexicana-de-tianguis-y-mercados-organicos/>.
- Réseau départemental des Amap du Tarn, www.reseauamaptarn.fr.
- Réseau des Amap Midi-Pyrénées, <https://amapreseau-mp.org/>.
- Richard F., Chevallier M., Dellier J., Lagarde V., 2014, « Circuits courts agroalimentaires de proximité en Limousin : performance économique et processus de gentrification rurale », *Norois*, n° 230, p. 21-39.
- Ripoll F., 2010, « L'économie "solidaire" et "relocalisée" comme construction d'un capital social de proximité. Le cas des Associations pour le maintien d'une agriculture paysanne (Amap) », *Regards sociologiques*, n° 40, p. 59-75.
- Rømo Grande E., 2009, « Eating is an agricultural act. Community Supported Agriculture (CSA) in Norway », mémoire de master, Department of international environment and development studies, Oslo, 112 p.

- Shi Y., Cheng C., Lei P., Wen T., Merrifield C., 2011, « Safe food, green food, good food : Chinese Community Supported Agriculture and the rising middle class », *International Journal of Agricultural Sustainability*, n° 4, p. 551-558.
- Sinischalchi V., 2014, « La politique dans l'assiette : restaurants et restaurateurs dans le mouvement Slow Food en Italie », *Ethnologie française*, n° 1, p. 73-83, <https://www.cairn.info/revue-ethnologie-francaise-2014-1-page-73.htm>.
- Solidarische-landwirtschaft, www.solidarische-landwirtschaft.org/startseite/.
- Sureau S., 2014, « Entre *food miles* et circuits courts : essai de comparaison des circuits de distribution du bio en Belgique à partir d'une analyse de cycle de vie de légumes wallons du champ à l'égal », mémoire de master en sciences et gestion de l'environnement, Université Libre de Bruxelles, 81 p.
- Sylvander B., 2007, *Choix thématiques et signaux faibles*.
- Telò M., 2016, *L'Europe en crise et le monde*, UBlire, Éditions de l'Université de Bruxelles.
- Theys J., 2002, « L'approche territoriale du "développement durable", condition d'une prise en compte de sa dimension sociale », *Développement durable & territoires*, dossier 1 : Approches territoriales du développement durable, DOI : <https://doi.org/10.4000/developpementdurable.1475>.
- Transrural initiatives*, 2008, n° 359, « Dossier : Les premiers pas de l'agriculture vers la relocalisation de l'économie ».
- Vincq J.-L., Mondy B., Fontorbes J.-P., 2010, « La construction de la qualité fiable dans les réseaux alimentaires de proximité », *Économie rurale*, n° 318-319, p. 5-19, DOI : <https://doi.org/10.4000/economierurale.2851>.
- Virilio P., 1984, *L'espace critique*, Paris, Christian Bourgois.
- Wellner M., Theuvsen L., 2016, « Community Supported Agriculture (CSA) : eine vergleichende Analyse für Deutschland und Österreich », *Jahrbuch der Österreichischen Gesellschaft für Agrarökonomie*, n° 25, p. 65-74.
- Zinsou-Klassou K., 2016, « Amap-Togo : du producteur au consommateur, un pas vers le commerce équitable et la sécurité alimentaire durable », in Desse R.-P., Lestrade S. (dir.), *Mutations de l'espace marchand*, Rennes, PUR, coll. « Espace et territoires », p. 127-140.
- СЪПРИЧАСТНО ЗЕМЕДЕЛИЕ, <http://www.solidarno.com/>

NOTES

1. Programme SHS Région Midi-Pyrénées 2006-2008 « Les relations de proximité agriculteurs-consommateurs : Points de vente collectifs et AMAP en Midi-Pyrénées » (M. Pouzenc *et al.*) ; le travail s'est poursuivi depuis lors et a notamment bénéficié du programme CLE Région Midi-Pyrénées 2015-2018 « Cappap – Circuits Alimentaires de Proximité : les Plateformes d'APprovisionnement territorialisées » (M. Bouroullec *et al.*).
2. Programme Ecos Nord – Mexique 2012-2015 « Agriculture paysanne, circuits courts de commercialisation et évolution de la demande sociale, du global au local : apports d'une comparaison Mexique-France » (A-A González Cabañas *et al.*).

3. Selon le Mouvement inter-régional des Amap, miramap.org, consulté le 12.12.2017.
 4. <https://www.plate-forme21.fr/le-developpement-durable/article/penser-global-agir-local>.
 5. Particulièrement en France, où le nombre d'Amap passe de 1 en 2001 à plus de 2000 en 2015 (miramap.org, consulté le 12.12.2017).
-

RÉSUMÉS

La multiplication des « Community Supported Agriculture » (CSA) et de leurs variantes s'observe dans le monde entier, à partir de préoccupations formulées partout dans des termes très similaires : rechercher une alimentation saine, promouvoir une agriculture respectueuse de l'environnement, favoriser la relocalisation de l'économie... Ces réflexions sur les circuits courts s'appuient largement sur un partage d'expériences diffusées de manière très globalisée, valorisant une relation directe du local au global. Des observations menées localement en France et au Mexique, croisées avec une revue de la littérature, une analyse cartographique des CSA en Europe et une analyse de leurs sites internet permet toutefois de montrer que cette relation du local au global vient en interaction et non en remplacement d'une territorialisation multiscalaire, éclairant l'un des aspects de la convergence supposée entre l'écologisation des pratiques et la territorialisation des activités, à savoir le jeu d'échelles géographiques que cette convergence implique.

The increase of "Community Supported Agriculture" (CSA) and their variants is observed all over the world, from concerns formulated everywhere in very similar terms: to look for a healthy diet, to promote an environment-friendly farming, to favor the relocation of the economy... These reflections about proximity relationships between producers and consumers lean widely on a sharing of experiences spread in a much globalized way, valuing a direct relationship from local to global. However, observations carried out locally in France and Mexico combined with a review of the literature, a cartographic analysis of the CSA in Europe and an analysis of their websites allow to see that this relationship from the local to the global comes in interaction and not in replacement of a multi-scalar territorialization, enlightening one aspect of the supposed convergence between the greening of practices and the territorialization of activities, namely the interplay of geographical scales that this convergence implies.

INDEX

Mots-clés : Community Supported Agriculture, local, global, échelles spatiales, Europe

Keywords : Community Supported Agriculture, local, global, spatial scales, Europe

AUTEUR

MICHAËL POUZENC

Michaël Pouzenc est professeur en géographie. Il dirige le Laboratoire Interdisciplinaire Solidarités, Sociétés, Territoires (LISST). Ses thèmes de recherche sont : construction de ressources en espace rural, qualité territorialisée des produits agroalimentaires, relations de proximité agriculteurs-consommateurs, réorganisation spatiale du commerce alimentaire, évolution des pratiques des usagers et consommateurs, relations entre la grande distribution et la production agroalimentaire ; prise en compte du développement durable par ce système d'acteurs, implications des thèmes précédents pour le développement territorial, évolution des politiques de développement territorial appliquées à l'espace rural.
pouzenc@univ-tlse2.fr